



Lucien-Samir Oulahbib

## Nationalisme arabe et islamisme ou les deux faces du même

Comme le montrent bien les événements actuels en Egypte et en Tunisie, en Syrie, en Irak, le nationalisme arabe n'a, en réalité, pas cherché à se séparer du religieux à la façon de la Révolution Française. Il n'a, par exemple, pas renoncé à la notion de Communauté (*Oumma*) qu'il a pensée comme une Essence immuable (d'où l'idée d'un « Moi islamique ») et non sous la forme d'union de « Patries » aux formes institutionnelles évolutives.

Son essentialisme implique des frontières bien plus religieuses que territoriales *stricto sensu* (mais ce fut aussi le cas du militarisme japonais lorsqu'il justifia son incursion en Chine). Dans le monde arabo-islamique, les frontières terrestres n'existent en effet que par défaut (parce que l'on ne peut pas aller plus loin) ou sont utilisées comme prétextes ; c'est ce que l'on peut repérer dans la texture du conflit judéo-arabe puisque la question centrale posée par les divers mouvements dits palestiniens — et ce, depuis le début — tourne bien moins autour de la nécessité de deux États que du problème de la reconnaissance d'Israël comme État souverain.

L'islamisme, c'est-à-dire l'application *intégrale* de l'islam tel qu'il s'est codifié depuis le début, s'en tient de son côté à l'idée de *frontières religieuses*, et donc territorialement extensibles à l'infini, puisque l'islam est « la religion naturelle de l'humanité » sans avoir besoin de copier institutionnellement la structure politique d'origine occidentale qui distingue le temporel du spirituel. Le Commandeur des Croyants articule les deux si bien qu'il n'y a pas de nécessité d'une hiérarchie ecclésiastique dans le sunnisme. Le Calife est aussi le Guide suprême et il supplée à tout problème car il est juridiquement doté de l'outil nécessaire et suffisant : la Charia.

Le nationalisme arabe partage avec l'islamisme les mêmes valeurs que le militarisme japonais, en particulier tout ce qui a trait à l'idée de *supériorité* civilisationnelle, idée partagée aussi par le national-socialisme hitlérien quoique la

race y soit un concept plus biologique que métaphysique<sup>1</sup>, à l'inverse du nationalisme arabe et de l'islamisme en général, porteurs tous deux d'une conception théologique de l'Histoire. Le nationalisme diffère du simple patriotisme par son idée d'une supériorité a priori. L'histoire n'a-t-elle pas amplement prouvé la forte imprégnation réciproque de ces différents types de nationalisme, ne serait-ce que par les liens à l'époque entre le Mufti de Jérusalem et Hitler ; puis le soutien octroyé par Nasser et le parti Baath syrien à certains dignitaires nazis poursuivis par la Communauté internationale ?

On peut donc parler de l'existence d'un national-islamisme. Non dit. Sa structure reste encore impensée. L'Allemagne et le Japon, ont pu admettre leurs errements passés quant à ces idées de supériorité et, en définitive, de racisme, quand bien même celui-ci ne serait que « métaphysique ». Le nationalisme arabe et l'islamisme n'ont pas eu à le faire, et ne le font toujours pas, bien au contraire. Pourquoi ? Parce que le nationalisme arabe a pour socle non pas une idéologie, non pas une religion parmi d'autres, mais une religion qui prétend être *la* religion même, l'islam, et qu'à ce titre il ne peut prétendre qu'à moderniser seulement superficiellement sa façade institutionnelle et sociétale. Autrement dit, selon sa conception interne, la prétention à la supériorité sur le judaïsme, le christianisme, et, partant, sur toute civilisation, l'islam ne peut la remettre en cause, non pas parce qu'il aurait démontré en effet qu'il serait ontologiquement plus efficace pour résoudre les problèmes du monde, mais parce que sa supposée supériorité est inscrite noir sur blanc dans le Coran, censé « incréé », au sens d'être la Vérité même (elle-même pour elle-même la même) passée, présente et avenir. En sacralisant ainsi ses propres prérogatives, cette énorme revendication soustrait toute base à la critique et la laisse sans voix. Et de fait, cette supposée supériorité de l'islam n'est toujours pas non pas contestée mais réfutée, ou, du moins, ne reçoit pas le même traitement critique que celui dont a été justiciable jusqu'aujourd'hui le dit « européocentrisme ».

L'islam aurait-il effectué une telle critique sur lui-même que cela se serait immédiatement manifesté, par exemple lorsqu'en 1948 l'ONU vota pour la partition de la contrée nommée « Palestine » (selon la terminologie romaine). Il aurait alors suffi de reconnaître le droit d'Israël à exister comme État indépendant, puisque le Coran parle d'Israël (من بني إسرائيل) (sourate 7/137<sup>2</sup>). Or, cette articulation entre politique et théologie, loin d'être un aspect mineur s'avère persister et revêtir une importance capitale du point de vue arabe et islamique.

<sup>1</sup> Heidegger donne un exemple de cette distinction en analysant la conception nietzschéenne de la race à laquelle s'est référée parfois le nazisme : « pas plus que la Volonté de puissance n'est biologiquement conçue alors qu'elle l'est bien plutôt ontologiquement, la notion nietzschéenne de race n'a une signification biologique, mais métaphysique » in *Nietzsche*, traduction française Klossowski, Paris, Gallimard, T. II, 1961, p. 247.

<sup>2</sup> وهذا خير من الله عز ذكره عن قول موسى صلى الله عليه وسلم لقومه من بني إسرائيل، وأمره إياهم عن أمر الله إياهم، يأمرهم بدخول الأرض الحاقدة

L'idée du « socialisme arabe » illustre d'une autre façon cette réalité. Cette notion n'a pas la signification que l'on croit communément. En effet, le socialisme arabe ne fut rien moins que la traduction de cette articulation théologico-politique du nationalisme et de l'islam. Ainsi l'égyptien Gamal Abdel Nasser, le leader incontesté du nationalisme arabe des années 50-60, pouvait-il avancer concernant l'islam : « (...) *Nous n'avons jamais dit (...) que nous avons renié notre religion. Nous avons déclaré que notre religion était une religion socialiste et que l'islam, au Moyen Age, a réussi la première expérience socialiste dans le monde* »<sup>3</sup>, tout en ajoutant que « *Muhammad fut l'imam du socialisme* »<sup>4</sup>. Une telle continuité «socialiste» doit alors être pensée non pas, bien entendu, dans les termes du socialisme européen (il en est de même du nationalisme, je l'ai montré plus haut), mais plutôt comme une institutionnalisation coranique modernisée ; c'est-à-dire telle qu'elle englobe toujours le politique, l'économique, la culture, les mœurs, c'est-à-dire, en bref, *plus ou moins*, la Charia. L'islam est par exemple *religion d'Etat* dans la plupart des pays dits arabes à l'exception de la Tunisie. Tout en admettant la concession de quelques retouches formelles, d'ailleurs critiquées par l'islamisme, le Président de la République n'est pas officiellement Calife, c'est-à-dire Commandeur des Croyants. Mais l'on attribue de toute façon à l'ensemble de cette construction l'idée d'une supériorité théologique et politique définitive. Michel Aflak, fondateur (chrétien) du parti dit « laïc », Baath<sup>5</sup>, ne disait-il pas que « *le souffle du Prophète animera toujours le nationalisme arabe* » ?<sup>6</sup>

Contrairement aux apparences, donc, surtout aujourd'hui, malgré les affrontements passés et présents entre nassériens et Frères musulmans ou entre wahabisme saoudien et djihadistes, il ne s'agit pas, entre le nationalisme arabe et l'islamisme, d'une simple alliance tactique entre frères ennemis. Pour la raison essentielle qu'ils ne se sont jamais opposés sur l'objectif de fond, à savoir *la résurgence de la grandeur d'autrefois*, mais seulement sur les moyens d'y parvenir : la renaissance (*Nahda*) pour le premier en s'inspirant des efforts de modernisation prônée au début du XIX<sup>ème</sup> siècle par certains intellectuels installés en Europe<sup>7</sup> ; et pour le second, le retour à l'imitation des pieux ancêtres (*al-salaf al-salih*) qui donna le salafisme, dont les Frères musulmans égyptiens, le

<sup>3</sup> 12 novembre 1964 in Paul Balta, *L'islam*, Marabout /Le Monde Éditions, 1995, p. 116.

<sup>4</sup> *Ibid.*, Balta, p. 115.

<sup>5</sup> Parti de la Résurrection Arabe (1943 et 1953) fondé en Syrie par le chrétien Michel Aflak, le musulman sunnite Salah Al Din Bitar et Zaki Arsuzi, syrien, formé à la Sorbonne en 1920. Aflak ajoutait : « Le nationalisme arabe a écrit Michel Aflak, n'est pas une théorie, mais source de théorie ; il ne se nourrit pas de la pensée, car il nourrit toute pensée; il ne peut être utilisé par l'art, car en lui prend source et âme tout art ; entre lui et la liberté, il ne peut y avoir opposition, car il est la liberté, en tant qu'elle prend son chemin » (in *Philosophie du parti Baath*, Jamil Chaker dans la revue libanaise *Travaux et Jours*, N°10, juin-septembre 1963, repris dans *Revue de Presse* (Alger, octobre 1963, N°78). Observons, que Didier Julia, actuel député UMP (qui a été impliqué dans des tractations pour l'élargissement des otages français tels Florence Aubenas), est toujours membre du parti Baath...

<sup>6</sup> *Op.cit.*, Balta, p. 115.

<sup>7</sup> Par exemple Tahtâwi et Abdô (égyptiens), in Paul Balta, *L'islam*, Marabout /Le Monde Éditions, 1995, p. 64.

wahabisme saoudien, le Hamas palestinien sont les variantes — de même que le Hezbollah libanais malgré ses racines chiites plutôt que sunnites: celles-ci cachent mal en effet les velléités panislamistes de certains courants religieux dont le khomeynisme est le dernier avatar, et la diatribe de l'actuel président iranien la diatribe ultime. Surtout lorsqu'il clame que l'affrontement en préparation en Terre dite sainte, doit conclure une bataille commencée il y a plusieurs centaines d'années ...

Mais cette fixation de l'islamisme au passé et la différence d'approche font-elles pour autant de l'islamisme un adversaire déclaré de la *Nahda* du nationalisme arabe, c'est-à-dire de ce souci d'actualisation qu'avaient nombre d'intellectuels arabisants au début du XIX<sup>ème</sup> siècle et du siècle suivant comme le pense Paul Balta ?<sup>8</sup> Rien n'est moins sûr.

En effet, l'un des liens fondamentaux qui relie le nationalisme arabe à l'islam, est, pour l'islam lui-même, l'idée d'une supériorité des Arabes parmi les musulmans. D'abord, l'islamisme insiste lui-même «*sur le rôle essentiel des Arabes dans la mise en œuvre d'une réforme islamique*» comme l'observe Menahem Milson<sup>9</sup>. Ensuite, de son côté, le nationalisme arabe, dans sa lecture syrienne ou égyptienne, n'a nullement émergé à la faveur d'une *rupture* idéologique avec le religieux (je l'ai déjà signalé) — à la différence des révolutions jacobine, mais aussi léniniste ou nazie qui, toutes trois, se sont voulues, en Europe, totalement contraires au judéo-christianisme, selon des modalités bien entendu spécifiques. En Algérie par exemple, arabisme et islamisme se sont constamment articulés<sup>10</sup> l'un à l'autre jusqu'à donner récemment la preuve historique d'une compatibilité de bon aloi. Certes, on peut objecter que le Coran fut brûlé en pleine rue lors de la révolution irakienne de 1958, comme le souligne Gilbert Meynier<sup>11</sup>, mais il s'agissait bien moins de signifier une véritable rupture que d'affirmer une supériorité doctrinale, celle de l'arabisme, contre les tentatives — perçues comme poussiéreuses — de reproduire à la lettre l'islam des origines («*salafisme*»). D'ailleurs les Frères musulmans se sont alliés avec le mouvement des Officiers Libres égyptiens qui renversa le roi Farouk en 1952, en particulier lorsque l'un d'entre eux, Gamal Abdel Nasser, démit à son tour son représentant attitré, le général Néguib, et entama une vigoureuse campagne anti-juive puis anti-copte<sup>12</sup>, tout en protégeant les Frères musulmans ; même s'il a pu à l'occasion pendre quelques membres des Frères

<sup>8</sup> *L'islam, op.cit.*, p. 104.

<sup>9</sup> Voir note 30.

<sup>10</sup> Fusion présente dès le début du mouvement FLN en Algérie. Voir Gilbert Meynier dans *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Fayard, 2002, p. 220, 221, 223, 505, qui montre bien la présence de l'islam au fondement même de la dite «révolution» algérienne. Récemment, Ali Benhadj, ex n°2 du FIS, parle de 1954 comme premier moment du Djihad, à poursuivre aujourd'hui.

<sup>11</sup> *Op.cit.*, p. 220.

<sup>12</sup> Masri Feki, *Le malaise égyptien*, in *A l'ombre de l'Islam, Minorités et minorisés*, avec Moïse Rahmani et Lucien-Samir Oulahbib, janvier 2005, Bruxelles, Filipson Éditions.

musulmans lorsque ceux-ci voulaient le concurrencer. Sadate lui-même prolongea l'islamisation et l'antichristianisme, et quand il signa la paix il le paya de sa vie.

En un mot, on peut établir que le nationalisme arabe, malgré quelques concessions cosmétiques, a été bien moins loin qu'un Atatürk ou un Bourguiba, puisque son corps de doctrine fondamental n'a jamais cessé de se référer et de se nourrir de la lecture islamiste de l'Histoire qui pose le passé comme un éternel présent<sup>13</sup>. Ce qui ne l'empêchait d'ailleurs pas de croiser cette vision avec des bribes d'historiographie marxisante et léniniste fondant le capitalisme dans l'impérialisme, c'est-à-dire sur l'idée que l'accumulation primitive aurait été réalisée par l'Occident grâce aux Croisades, alors qu'en réalité le pillage économique y fut marginal, et rarement leur motivation première<sup>14</sup>.

Il en va de même de l'un des concepts politiques centraux de l'islam, le Califat. L'idée de Califat, telle qu'elle a été agitée par exemple sous Saddam Hussein, nationaliste arabe s'il en est, n'est pas seulement un expédient tactique visant à rallier *in extremis* l'islamisme, comme il a pu être dit. Elle poursuit la velléité du grand Califat espérée dans les années 1920 à 1940, (avec la bienveillance anglaise), à la suite de l'effondrement de l'Empire Ottoman<sup>15</sup>, mais ensuite enrayée par l'Arabie Saoudite avec la naissance de la Ligue Arabe en 1945 ; elle fut réamorcée à la fin des années 1950 avec les deux tentatives de création d'une République Arabe Unie l'une comprenant l'Égypte, la Syrie, et pratiquement l'Irak — si l'alliance des deux premiers n'avait pas périclité entre-temps —, la seconde incluant à nouveau l'Égypte, la Syrie, et la Libye, jusqu'en 1977. Il y a donc eu un échec du nationalisme arabe dans sa construction du Califat. Ces tentatives (qui devaient également inclure l'Algérie et la Tunisie), échouèrent — et permirent, surtout après 1967, la montée en puissance du wahabisme saoudien avec ses milliards de dollars (aujourd'hui qatari...) — pour une raison décisive : cette union ne pouvait pas se faire sur des bases démocratiques impliquant une pluralité des centres de décisions et des contre-pouvoirs institutionnels, dans la mesure où ceci *est* contraire à l'islam.

Cette idée a donc épousé les formes singulières des empires musulmans, qui sont, en fait, les formes historiques classiques de la constitution d'un Empire impliquant la centralisation du pouvoir, et donc l'hypertrophie d'un centre<sup>16</sup>, en l'occurrence ici le Caire, mais au détriment de la périphérie, ce qui apparut alors inconcevable pratiquement pour la caste militaro-affairiste dominant ces divers pays, et qui en réalité ne voulait pas abandonner de telles prérogatives temporelles pour le Califat, même reconstitué. Cette caste utilisa plutôt et de plus en plus

<sup>13</sup> Emmanuel Sivan, *Mythes politiques arabes*, op.cit., p. 35.

<sup>14</sup> Sivan, *op.cit.*, p. 55.

<sup>15</sup> Voir le lien <http://www.refractaires.org/1dhimmi5.htm>

<sup>16</sup> Pour une analyse précise de l'opposition démocratie/empire, voir Jean Baechler, dans *Démocraties*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.

l'islam comme moyen spirituel de domination symbolique, tout en s'en protégeant individuellement (ce que d'ailleurs leur reproche l'islamisme ...), et se sert du problème palestinien comme justification de ses errements en matière de développement économique, expliquant par exemple à ses ouailles avides de confort à l'occidentale que les finances devaient en premier lieu supporter la lutte du peuple palestinien en général, les caisses occultes de l'OLP, en réalité, alimentant ainsi dans les coulisses l'enrichissement personnel de ses membres (comme la famille Arafat).

Aujourd'hui, on constate une *islamisation de plus en plus explicite des (feu) régimes nationalistes dits arabes* pour maintenir leur peuple sous pression symbolique, celle qui stigmatise la démocratie et le souci de prospérité pour toutes et tous en les cataloguant « de non islamiques » sans plus d'explication. La base largement islamique de leurs structures institutionnelles telle que l'intrication des sphères décisionnelles entre le politique et le religieux, (ce dernier étant pour une part fonctionnarisé avec des mosquées d'Etat, par exemple en Égypte et en Algérie, sans oublier le code la Famille) empêche toujours l'émergence autonome d'attitudes politiques laïques, *idem* en matière de culture et de mœurs.

Ainsi, pour quelqu'un comme Saddam Hussein, lorsqu'il s'avéra que la construction d'une République Arabe unie achoppait sur la nécessité démocratique de son éventuelle construction (à l'instar de l'Union Européenne par exemple), de toute façon antinomique avec cet islam continué et formellement relooké que prônait le nationalisme arabe, l'issue fut plutôt de renouer avec la forme politique ancienne, celle du Califat incarné par son âge d'or (VII-IX<sup>ème</sup>)<sup>17</sup>, qui avait, en plus, -et ce surtout après la défaite de 1967 marquant le glas du nationalisme purement politique comme fer de lance du renouveau arabe-, l'avantage d'articuler à elle toutes les tendances islamistes, à l'exception des chiïtes dont Saddam échoua par ailleurs à vaincre la tendance principale incarnée par l'Iran.

En ce sens, l'adhésion de plus en plus visible de Saddam Hussein avant sa chute en 2003 à l'histoire conquérante de l'islam (et non point uniquement au passé mésopotamien et babylonien) a non seulement *précédé* la première guerre du Golfe – plutôt que d'en être le produit comme il est prétendu ici ou là — mais était déjà perceptible dès la guerre avec l'Iran<sup>18</sup>. Dans ces conditions lorsqu'il envahit le Koweït le 2 août 1990, il fallait moins y voir une annexion de type national-expansionniste qu'une étape stratégique de transition vers la construction du Califat, qui passait ensuite et nécessairement par la prise de la Mecque et de

<sup>17</sup> Selon l'historien libanais Nabih Amin Faris, cité par Sivan, la décadence débute dès les «IX<sup>ème</sup>-XI<sup>ème</sup> siècle (Sivan, *op.cit.*, *Mythes...* p. 59).

<sup>18</sup> L'islamologue Mohamed Ibn Guadi précise ce point : « Saddam Hussein ne cessa de railler l'adversaire en invoquant l'arabité de l'islam et donc le caractère étranger d'un peuple comme les Iraniens dans la sphère originelle islamique. Hussein alla jusqu'à invoquer la bataille de Qadisyya dans le conflit. Et pour cause, puisque c'est durant cette bataille que les musulmans arabes ont vaincu les armées persanes» in *Le réveil de la nation islamique* : <http://www.reinfo-israel.com/documents/showthread.php?s=da8af6b9789fed590c50eefc830f5f27&threadid=3812>

Médine en vue de légitimer son emprise dominante sur «le monde arabe et islamique» par une sacralisation. D'où l'appel apeuré en direction de Bush père, du régime wahabiste saoudien qui se serait bien passé de voir des « mécréants » fouler son sol « sacré ». Ne pas comprendre cette (feu) stratégie husseinienne (et aujourd'hui benladeniste versus FM) qui voulait renouer avec l'arabo-islamisme classique (puisque la voie démocratique, hors élections, est antinomique avec l'idée même de Califat) afin de s'emparer, toujours dans un premier temps, des lieux saints musulmans avant de reprendre, dans un second temps (et muni des armes nécessaires...) le *djihad*, temporairement interrompu, avec l'Occident, cette incompréhension explique alors bien pourquoi l'illusion de son « laïcisme » perdure encore dans les visions en vogue de la *vulgate* dominante, surtout en France.

Ce sentiment est par ailleurs porté historiquement par un seul groupe, « les » Arabes, qui s'auto-conçoient, depuis Mahomet, comme une sorte de caste suprême et ultime à laquelle il s'agit d'appartenir, sous peine d'être marginalisé. Dès le début observe Balta<sup>19</sup>, les « Arabes avaient fait la symbiose entre foi et ethnie, islam et arabité. Ils estimaient (et certains estiment encore) avoir la prééminence sur les autres musulmans. (Note 1 : Il est vrai que Bokhari cite ce hadith de Mahomet : «L'abaissement des Arabes est celui de l'islam»)). Cette fusion entre peuple et religion n'est certes pas l'apanage arabe, mais, à la différence des Juifs, il y a volonté d'imposer l'islam comme seule vraie religion, et aussi de considérer qu'il n'est point besoin d'autre chose que l'islam.

Le nationalisme arabe et l'islamisme, ou *national-islamisme*, sont en réalité les deux faces d'une même « supériorité » qui doit se protéger de l'étranger en le minorant ou en l'extirpant (comme la secte nigérienne *Boko haram* l'indique dans l'intitulé même de son nom)<sup>20</sup>. Ce qui a pour conséquence d'interdire, d'emblée, toute concession, d'ordre spirituel, et *donc* d'ordre territorial<sup>21</sup>. Oublier cet aspect condamnerait à ne pas comprendre l'origine majeure des échecs simultanés et successifs de la démocratisation au sein des pays dominés par l'institutionnalisation de l'islam — puisque celui-ci aurait réponse à tout ! Il

<sup>19</sup> *Op.cit.*, p. 102 et suivantes.

<sup>20</sup> C'est ce que ne voit pas Benjamin Stora lorsque dans son article consacré à la position des Juifs d'Algérie (in *La Guerre d'Algérie*, Harbi/Stora, Paris, Robert Laffont, p.313-314), il avalise d'une part le surgissement du panarabisme « né des défaites cuisantes de 1967 », ce qui est faux, et, d'autre part, il parle d'un « islam radical et xénophobe » alors qu'il s'agit bien plus largement d'un mouvement politico-religieux de type raciste qui exigeait des Juifs de se ranger sous la bannière du FLN pour, en réalité, réintégrer la position de *dhimmis* qu'ils avaient auparavant sous les Turcs.

<sup>21</sup> P.A Taguieff a bien montré dans sa monumentale étude sur *Les protocoles des sages de Sion* (Paris, Berg, international, 1992, T.1, p. 279-280) que c'est « l'«arrogance» des anciens «tolérés» qui choque profondément le bon musulman, qui affecte son honneur et sa foi, car cette absence d'humilité –de marques ostensibles d'humilité– des «sionistes» incarne une violation de l'ordre voulu par Dieu ». Lire également plus loin dans son texte la vision raciste palestinienne du conflit judéo-arabe (p. 284).

explique également l'impossibilité, permanente, de trouver une solution au conflit judéo-arabe<sup>22</sup>.

La création, sous nos yeux, d'un *national islamisme* dont le racisme patent reste le seul à ne pas rendre des comptes, du fait de son auréole anticolonialiste et tiers-mondiste (malgré ses dérives patentes par exemple aujourd'hui en Tunisie) n'est donc ni la conséquence du conflit judéo-arabe comme on le prétend<sup>23</sup>, ni des deux dernières guerres en Irak, mais, tout au contraire, leur *cause première*.

\*

\* \*

---

<sup>22</sup> A. R. Abdel Kader, dans *Le conflit judéo-arabe*, (Paris, François Maspero, 1961), relève dès les «années 30» (p. 42) le caractère «raciste, réactionnaire» de la «propagande arabe» à propos de la création du foyer national juif, racisme s'appuyant sur le «mépris» séculaire du «Nègre» et du «Juif», (p. 45).

<sup>23</sup> Il suffit de lire la Charte nationale Palestinienne pour s'en rendre compte : <http://communautes.hexali.fr/showtopic-3501.html>